

7 septembre 2021

Yves-François Blanchet

Chef du Bloc Québécois

*Objet : Priorités de l’Association nationale des engraisseurs de bovins dans le cadre des élections*

Monsieur Blanchet,

L’Association nationale des engraisseurs de bovins (ANEB) est le porte-parole des éleveurs de bovins d’engraissement du Canada. Notre mandat este de favoriser l’amélioration de la croissance, la durabilité et la compétitivité de la production de bovins de boucherie dans tout le pays. L’industrie bovine du Canada contribue annuellement pour 18 milliards de dollars au PIB national et génère environ 228 000 emplois.

L’impact de la pandémie de COVID-19 sur les éleveurs de bovins du Canada a été majeur, les pertes ayant dépassé 500 millions $ en 2020. Par ailleurs, le secteur de la transformation a connu des fermetures et des ralentissements, du bétail a été retenu dans les parcs d’engraissement et le coût de l’alimentation animale a grimpé alors que le prix des bovins d’engraissement diminuait. De plus, en ce moment, une sécheresse spectaculaire par son intensité et son étendue entraîne des pénuries de grains et une réduction des prix de gros des bovins de boucherie à l’échelle nationale.

La pandémie de COVID-19 et la sécheresse actuelle nous rappellent cruellement la responsabilité du gouvernement fédéral à protéger et à préserver l’approvisionnement alimentaire du pays, d’où la très grande importance de disposer de politiques, de programmes et d’appuis adéquats.

Toutefois, même aux prises avec ces difficultés, l’agriculture canadienne est en mesure d’être un moteur significatif de la reprise économique postpandémique au pays. L’agriculture de notre pays traverse une période charnière et doit être une priorité majeure du prochain gouvernement.

Nous attendons impatiemment votre réponse aux questions ci-jointes. Nous allons communiquer ces réponses à nos membres afin qu’ils puissent prendre une décision judicieuse le 20 septembre prochain.

Salutations cordiales,

A picture containing insect

Description automatically generated

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Janice Tranberg

Présidente et directrice générale

**Association nationale des engraisseurs de bovins**

Questions aux chefs de parti - 2021

**Infrastructure rurale**

L’absence d’investissement dans les infrastructures rurales représente une barrière importante à la croissance future de l’agriculture et de l’agroalimentaire au Canada. Les exploitations agricoles sont les principaux moteurs de la croissance économique, mais leurs activités se déroulent souvent dans de petites municipalités rurales qui disposent d’une assiette fiscale insuffisante pour financer tous les investissements locaux requis. L’enveloppe budgétaire fédérale en matière d’infrastructure soutient les corridors commerciaux nationaux, mais peu de fonds sont accessibles aux collectivités rurales en vue de soutenir ces corridors. L’infrastructure rurale représente beaucoup plus que l’accès universel à l’internet à haut débit; cela comprend d’autres enjeux cruciaux et d’importants atouts économiquement productifs comme les routes locales et les ponts.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Cibler un volet rural important dans le cadre de tous les fonds de stimulation de l’infrastructure? Une telle mesure permettrait au secteur agricole de mieux contribuer à la reprise économique et de disposer d’une main-d’œuvre rurale fiable.*
* *Créer une enveloppe budgétaire pour l’infrastructure destinée à combler les besoins en matière de transport rural pour le secteur agricole? Une telle mesure permettrait de renforcer la sécurité alimentaire à l’intérieur du territoire canadien.*
* *Élargir la portée du concept d’infrastructure rurale au-delà de l’internet à haut débit afin d’y inclure des investissements indispensables à des structures économiques majeures comme les routes, les ponts et les réseaux de transport locaux?*

**Main-d’œuvre**

Les pénuries de main-d’œuvre continuent d’être le principal obstacle à la croissance et à la durabilité de l’agriculture canadienne et coûtent annuellement à l’industrie trois milliards de dollars en pertes de vente. Malgré tous ces efforts, le secteur agricole n’est pas en mesure de disposer d’une main-d’œuvre suffisante canadienne en milieu rural. Le secteur est donc dépendant du Programme des travailleurs étrangers temporaires, lequel est coûteux, inefficace et ne répond pas aux besoins de l’industrie bovine.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Créer une nouvelle classe d’immigrants économiques au sein du système canadien d’immigration, susceptible de répondre aux besoins précis et établis de l’industrie canadienne en matière de main-d’œuvre, incluant les secteurs de l’agriculture et de l’agroalimentaire?*
* *Mettre en place rapidement des moyens plus efficaces pour offrir une résidence permanente aux travailleurs étrangers temporaires?*
* *Accroître les initiatives visant à attirer et à former de la main-d’œuvre intérieure en milieu rural canadien?*

**Action pour le climat**

L’engraissement des bovins de boucherie constitue un élément majeur de la durabilité environnementale. L’élevage de bovins d’engraissement continue de produire plus de livres de bœuf avec moins de superficies, de consommer moins d’eau et de générer moins de gaz à effet de serre. L’intendance environnementale est une composante cruciale de la durabilité de l’industrie bovine.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Assurer que la politique en matière d’action pour le climat préserve la capacité de l’agriculture canadienne à demeurer efficacement concurrentielle au sein d’un marché nord-américain fortement intégré?*
* *Mettre l’accent sur des incitatifs financiers positifs et reconnaître le leadership actuel des producteurs agricoles canadiens?*
* *Assurer que le système fédéral proposé concernant les crédits compensatoires pour les GES répond aux besoins particuliers du secteur agricole et permettra d’obtenir une participation valable de la part des agriculteurs, des éleveurs et des producteurs de bovins d’engraissement ?*
* *Voir à ce que le gouvernement respecte un engagement majeur de son budget 2021, c’est-à-dire de retourner au secteur agricole les revenus de la taxe sur le carbone générés par ce dernier en vue d’investir dans des technologies permettant de réduire les GES?*
* *Soutenir des exemptions additionnelles sur les carburants utilisés à la ferme (comme le gaz naturel pour le séchage des grains et la préparation des aliments du bétail) dans l’optique de maintenir la sécurité alimentaire du Canada?*

1

**Compétitivité**

Les producteurs agricoles canadiens sont en concurrence sur la scène internationale et ils ont besoin de l’aide des gouvernements pour assurer le maintien d’un environnement commercial qui favorise la réussite. La règlementation, les politiques et les exigences fiscales du Canada doivent s’aligner avec celles de nos concurrents internationaux.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Assurer que la totalité de la fiscalité d’entreprise en agriculture se compare à ce qui se fait internationalement?*
* *S’engager à mettre en place un système règlementaire en matière d’agriculture et d’agroalimentaire qui est fondé sur la science, souple, concurrentiel, durable et adaptable aux innovations de l’industrie et aux technologies émergentes ?*

**Prochain cadre politique agricole et programme de gestion des risques de l’entreprise (GRE)**

Le fédéral et les gouvernements provinciaux collaborent actuellement au développement du prochain Cadre stratégique pour l’agriculture, qui devrait entrer en vigueur en avril 2023.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Intégrer un nouveau pilier dans le cadre stratégique, soit l’instauration d’un environnement commercial concurrentiel? Un tel ajout renforcerait les piliers actuels de l’accès aux marchés, de la science et de l’innovation, de la gestion des risques, de la durabilité environnementale, de la valeur ajoutée et de la confiance du public.*
* *Veiller à ce que la prochaine génération de programmes en GRE réponde aux besoins particuliers des différents secteurs agricoles et tienne compte des diverses réalités qui leur sont propres, soit l’augmentation de la taille des exploitations, la hausse des coûts de production et l’évolution des réalités commerciales et économiques?*
* *Améliorer le programme Agri-stabilité en lui permettant de mieux intervenir plus rapidement, en éliminant ou en haussant le plafond de trois millions de dollars sur les paiements de programme et en faisant passer le taux de paiement de 70 à 80 %?*
* *Améliorer le Programme d’assurance des prix du bétail en veillant à ce que les primes soient abordables?*

**Commerce international**

Chaque année, le Canada exporte jusqu’à 50 % de la valeur de tous les bovins et le bœuf qu’il produit. En 2020, la valeur de ces exportations s’est élevée à 4,8 milliards $. Bien que jusqu`à 75 % de ces exportations soient dirigées vers les États-Unis, il existe d’autres marchés importants comme le Japon, Hong Kong, le Mexique, la Chine, la Corée du Sud et le Vietnam. Le gouvernement doit soutenir le secteur afin d’exploiter l’énorme potentiel de croissance de ces relations commerciales.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Soutenir l’agriculture canadienne en maximisant les avantages de l’ACEUM, en minimisant les répercussions de la politique « Buy American » et en prévenant la réintroduction de l’étiquetage obligatoire du pays d’origine (COOL)?*
* *Mieux exploiter les avantages pour le secteur agricole canadien procurés par les accords commerciaux existants comme l’AECG entre le Canada et l’Union européenne ainsi que le PTPGP?*
* *Assurer que le nouveau statut de « risque négligeable » associé à l’encéphalite spongiforme bovine (ESB) apportera des avantages concrets à l’industrie du bœuf par le biais d’une règlementation plus pertinente et plus concurrentielle par rapport à nos concurrents américains?*
* *Défendre les exportations agricoles canadiennes contre les mesures commerciales inéquitables et non conformes aux règles de l’OMC?*

**Santé et bien-être des animaux**

Le lien entre santé animale et santé humaine devient de plus en plus important. L’ANEB souscrit aux systèmes de surveillance de la santé des animaux, aux interventions d’urgence et aux préparatifs en cas d’éclosion de maladies animales ainsi qu’aux programmes de contrôle de l’utilisation des antimicrobiens et de l’antibiorésistance chez les bovins de boucherie.

*Si votre gouvernement est élu, s’engagera-t-il à ce qui suit ?*

* *Mettre en place un financement fédéral pour les activités de surveillance du PICRA relatives à l’utilisation des antimicrobiens et à l’antibiorésistance chez les bovins de boucherie? Un tel financement est déjà en place pour d’autres secteurs de l’élevage, comme le porc et la volaille.*
* *Mettre en place une banque canadienne de vaccins contre la fièvre aphteuse à l’intention des bovins de boucherie? Une banque de ce genre coûterait environ trois millions de dollars annuellement, mais protégerait l’industrie contre une catastrophe susceptible de coûter plusieurs milliards.*
* *Soutenir le développement actuel de Santé animale Canada, un nouveau partenariat industrie-gouvernement conçu pour améliorer la capacité du Canada à se préparer, à intervenir et à se remettre des éclosions de maladie animale?*

3